

Extrait du Revue du Mauss permanente

<http://www.journaldumauss.net>

# **Rendre le monde moins injuste**

- Gazette - Débats -

Date de mise en ligne : samedi 9 aot 2008

---

**Revue du Mauss permanente**

---

Cet article a été publié dans le journal *Libération* du mercredi 31 décembre 2003.

Un autre monde est-il réellement possible ? Sans doute, mais comment ? Organisé selon quelles lignes de force principales ? Obéissant à quel principe de cohérence central ? C'est sur la réponse à ces questions que, de l'aveu même de ses animateurs, la mouvance altermondialiste, qui a acquis en quelques années une audience et une légitimité que peu d'observateurs prévoyaient, commence à achopper.

Trop de réponses partielles, d'importance et de rang bien différents, parfois contradictoires, sont proposées et s'entrechoquent ou voisinent à l'occasion des multiples ateliers, rencontres et séminaires ; au risque qu'au plaisir de se retrouver « tous ensemble », à l'effervescence festive initiale, au sentiment de se trouver à l'aube et à l'origine d'un monde nouveau ne se substitue peu à peu un sentiment de cacophonie et d'impuissance. C'est d'ailleurs sur ce trait que se sont focalisés les comptes rendus et les analyses du récent forum social de Saint-Denis. La dénonciation, ou la célébration, des « nouvelles radicalités » a fait place au constat de leur hétérogénéité et à la question lancinante : « Mais qu'est-ce qu'ils proposent, au bout du compte, ces altermondialistes ? »

Pourtant, personne ne doute vraiment qu'un autre monde ne soit souhaitable, tant celui qui existe est menaçant. Selon sa sensibilité, sa trajectoire intellectuelle, religieuse ou idéologique propre, selon l'air du temps aussi, chacun s'inquiétera plutôt de la persistance de la faim dans le monde, des risques écologiques majeurs, de la raréfaction prochaine des sources énergétiques, du manque d'eau, de la pollution atmosphérique, de la réduction du nombre des espèces, de la recrudescence des maladies épidémiques, de la dévastation de l'Afrique par le sida, de l'explosion des inégalités dans le monde, de l'exacerbation des intégrismes, de la flambée des communautarismes, de la multiplication des conflits ethniques, culturels ou religieux plus ou moins génocidaires, du poids croissant de la corruption, des mafias et du crime organisé, etc. La diversité même de ces menaces donne le tournis et contribue au sentiment d'impuissance générale. On ne peut pas être sur tous les fronts à la fois. Par où donc commencer ? À quoi s'attaquer en priorité ? Qui doit et qui peut faire quoi ?

Pour tenter de se frayer une voie à travers cet entrelacs de questions épineuses, il ne sera pas inutile d'observer tout d'abord que les menaces qui pèsent sur le monde sont de deux types assez différents. Les premières soulèvent la question de la « durabilité » physique et écologique de notre système économique, i.e. du capitalisme boursier mondialisé. Les secondes posent celle de savoir s'il n'engendre pas des inégalités et des injustices intrinsèquement incompatibles avec l'idéal démocratique.

Remarquons que le deuxième questionnement a une sorte de priorité logique sur le premier. Il ne peut exister en effet de débat sur la possibilité (ou l'impossibilité) d'un développement durable que dans le cadre d'une démocratie effective. Ne rêvons pas : les bonnes solutions techniques et écologiques ne naîtront pas comme par enchantement de la libre discussion. Cette dernière ne peut pas être la condition suffisante du développement durable. Néanmoins, elle en est la condition nécessaire. Il n'y aura donc pas de développement durable - pas plus que d'éventuelle « décroissance conviviale » - sans démocratie durable.

C'est donc sur la question de la démocratie qu'un mouvement altermondialiste soucieux de peser effectivement sur le cours du monde doit mettre l'accent au premier chef. Toutefois, il existe de multiples manières de se référer à l'idéal démocratique, ouvertes chacune à de nombreuses interprétations. Supposons, par exemple, qu'on identifie la démocratie à l'obtention de droits. La question se pose alors aussitôt ; lesquels ? Les droits de l'homme ? Les droits sociaux ? Les droits des minorités, religieuses, ethniques, sexuelles ? Ceux des communautés, ceux des femmes, ceux des individus ? A nouveau, le tournis nous prend.

Nous voudrions suggérer ici que le combat prioritaire à mener aujourd'hui - celui qui pourrait rallier l'essentiel des

suffrages de tous ceux qui se préoccupent du bien commun de l'humanité - passe par le couplage de la lutte contre la logique de la démesure - les puissances de l'illimitation libérées par l'explosion du capitalisme spéculatif - avec la lutte contre l'explosion des inégalités. On pourrait montrer, en effet, comment la quasi-totalité des problèmes qui se posent à nous aujourd'hui - des problèmes environnementaux aux problèmes bioéthiques en passant par les multiples conflits sociaux et politiques - renvoie systématiquement à la question des limites qu'il nous faut définir et imposer aux forces de la démesure, de l'hubris, si nous voulons que notre monde reste humain et vivable.

Cette question de l'illimitation et des limites ne doit pas être posée en termes philosophiques trop abstraits. Ce qu'il nous faut comprendre, c'est que la démesure trouve à la fois sa source et son aboutissement dans une explosion sans précédent des inégalités. Tout le monde connaît les chiffres spectaculaires qui attestent de l'inégalité ahurissante qui règne entre les nations. Selon le rapport du Pnud (ONU), par exemple, les 1 % les plus riches du monde ont un revenu égal aux 57 % les plus pauvres. Ou encore : les trois personnes les plus riches du monde possèdent une fortune supérieure au PIB des 58 pays les plus pauvres.

Ces chiffres sont tellement impressionnants qu'à la limite ils nous laissent incrédules et sans réaction. Plus parlantes sont, en fait, les analyses qui enregistrent la montée de l'inégalité au sein des pays riches. L'économiste Thomas Piketty montre comment nous avons retrouvé un monde d'inégalités comparable à celui d'avant 1914. Plus près de nous, l'économiste américain Paul Krugman rappelait, il y a peu, dans le New York Times, qu'en 1970 les cent patrons américains les mieux payés gagnaient en moyenne 39 fois plus que leurs salariés de base. Le rapport est passé aujourd'hui à mille pour un. Autrement dit, le taux de cette inégalité-là a été multiplié par plus de 25 en une trentaine d'années. Voilà qui donne une mesure concrète du basculement du monde opéré en si peu de temps. Or, comme l'écrit à juste titre l'écrivain Norman Mailer, « personne (...) n'a jamais professé qu'un authentique système démocratique permettait aux plus riches de gagner mille fois plus que les pauvres ».

Ces observations mènent directement à la formulation de deux propositions à la fois plausibles et universalisables, susceptibles de devenir conjointement la revendication première non seulement de tous ceux qui se disent altermondialistes mais de tous les hommes et les femmes de bonne volonté, sincèrement attachés à faire vivre l'idéal démocratique :

Proposition 1 : Tout Etat doit assurer à chacun de ses ressortissants un niveau de ressources au moins égal à la moitié du salaire de base local - ou de son équivalent.

Proposition 2 : Aucun Etat ne doit tolérer qu'une personne obtienne des gains annuels régulièrement supérieurs à cent fois le salaire de base.

Ou encore, et pour faire court : aux tendances à l'illimitation qui menacent la planète, il faut d'abord répondre en instaurant simultanément un revenu minimum et un revenu maximum.

La mise en oeuvre de telles mesures soulève nécessairement une infinité de problèmes techniques plus ou moins délicats. Aussi leur portée est-elle d'abord symbolique. Cependant, il convient d'observer qu'elles ne se heurtent à aucune impossibilité pratique véritable. Cent fois le salaire de base, par exemple, c'est encore près de trois fois le taux d'inégalité propre au capitalisme américain en 1970 qui n'était pas, que l'on sache, de type bolchevique ou socialiste. Le problème principal est en fait celui qui résulte de l'inégalité du monde. Ces mesures doivent-elles être adoptées sur une base nationale ou internationale ?

Si l'on remarque qu'il n'y a aucun sens à définir un revenu minimum international qui serait la moyenne entre un revenu minimum congolais et américain par exemple, il en résulte aussitôt que c'est au niveau national (ou régional) qu'il faut raisonner. Avec l'énorme avantage qu'en faisant pression sur les Etats qui n'assurent pas ce minimum de

ressources, l'opinion publique internationale pèserait ipso facto en faveur de leur démocratisation et de la protection des minorités. D'un autre côté, il est difficile d'interdire à des entrepreneurs africains, par exemple, de gagner plus que cent fois le revenu de base de leur pays, sachant que ce revenu resterait dérisoire au regard de ce que gagnent et gagneraient encore ses homologues des pays riches.

Pour ce qui concerne l'instauration d'un revenu maximum, est-ce par les pays les plus riches qu'il faudra commencer. Quant à la création d'un revenu minimum dans les pays pauvres, le mieux sera de la coupler avec l'abolition de la dette qui pèse sur eux.

Qui poussera à l'adoption de telles mesures ? Ne risquent-elles pas de se révéler utopiques faute de combattants ? Tout dépend de leur pertinence symbolique. Si l'opinion publique mondiale se persuade que c'est bien là qu'est le combat premier à mener, il sera alors assez facile de boycotter les entreprises et les Etats dont les dirigeants ne respecteraient pas la nouvelle norme. Les organismes internationaux, les grandes consciences et les petits actionnaires suivront...

---

*En écho à cet article, on lira utilement l' [esquisse d'un heptalogue éthico-politique à l'usage des modernes](#) qu'a rédigé Alain Caillé.*